



Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P.)  
Valant acte d'engagement

**A] INFORMATIONS ESSENTIELLES DU CONTRAT**

Marché numéro	<b>2025-001</b>
Objet du marché	<b>Solution logicielle permettant le pilotage, le suivi, le contrôle, l'évaluation et la traçabilité des opérations de Bionettoyage et du système qualité</b>
Mode de passation	Appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique
Établissements concernés	Listés à l' « Annexe Établissements » et tout autre établissement en faisant la demande en cours d'exécution, au travers de la Centrale d'Achats
Service / Personne en charge du suivi du marché	Stéphanie LACARRIERE Directrice exécutive du GCS SlacARRIERE@gcsachatsnouvelleaquitaine.fr
Forme du contrat	Marché mixte (ordinaire / bons de commande)
Allotissement	NON
Durée initiale du marché	12 mois
Reconductions	OUI
Forme des prix	prix révisables (par indice)

**B] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CANDIDAT**  
(mandataire en cas de groupement d'entreprise)

Nom de l'entreprise		
Adresse siège social		
Adresse de l'établissement qui exécutera la prestation (si différent du siège)		
Représenté par		
Courriel / Tél / Fax		
Numéro de SIRET		
Uniquement en cas de cotraitance		
Forme du groupement*	Groupement conjoint avec mandataire solidaire	
	* En cas de groupement conjoint, le mandataire est réputé solidaire des autres cotraitants à compter de la notification du marché.	
Désignation des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement (si groupement conjoint)	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Mandat donné au mandataire	Pour signer le présent acte d'engagement et toutes les modifications ultérieures du marché en leur nom et pour leur compte ; ainsi que pour les représenter vis à vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations.				
Engagement du candidat	Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché au présent C.C.A.P. valant acte d'engagement, et conformément à leurs clauses et stipulations <b>Le Candidat s'engage, sur la base de son offre,</b> à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.				
Avance	Je renonce au bénéfice de l'avance : <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI				
Compte(s) à créditer	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
Signature de l'offre	Nom, prénom, qualité du signataire		Fait à ...	Le ...	

**C] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**  
(coordonnateur en cas de groupement de commandes)

Désignation	<b>GCS ACHATS NOUVELLE AQUITAINE</b>	
N° TVA intracommunautaire	FR03130027915	
N° SIRET	130 027 915 00011	
Renseignements facturation	CHORUS / GCS ACHATS NA	
Représentant du Pouvoir Adjudicateur	Monsieur l'Administrateur du GCS Achats NA (ou son représentant)	
Désignation du comptable assignataire des paiements	Monsieur l'Agent Comptable du GCS	
Mois de remise des offres (M0)	Octobre 2024	
Décision du Pouvoir Adjudicateur	La présente offre est acceptée : - aux prix indiqués dans les annexes financières jointes au présent document ; - pour le ou les lots indiqués dans la lettre de notification du marché ; - et conformément aux précisions et compléments éventuels figurant dans la lettre de notification du marché.	
Signature	Fait à le	<b>L'administrateur (ou son représentant)</b>

1.	OBJET .....	6
2.	Besoins .....	6
3.	STRUCTURE .....	7
3.1.	Type de pouvoir adjudicateur .....	7
3.2.	Membres de la Centrale d'Achat.....	7
4.	Décomposition de la consultation .....	8
4.1.	Décomposition en lots .....	8
4.2.	Marchés complémentaires et/ou de prestations similaires .....	8
4.3.	Décomposition en tranches.....	8
5.	Type et forme de contrat.....	8
6.	Forme des notifications .....	8
6.1.	Notifications destinées au Titulaire.....	8
6.2.	Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur.....	9
6.3.	Ordres de services.....	9
7.	Modalités d'attribution des marchés subséquents.....	10
7.1.	Consultation du Titulaire : .....	10
7.2.	Décision d'attribution : .....	10
7.3.	Signature du marché subséquent : .....	10
7.4.	Suivi de l'exécution : .....	10
8.	Conditions d'attribution des bons de commande.....	10
8.1.	Formalisme.....	10
8.2.	Modification, suspension et interruption des bons de commande.....	11
8.2.1.	Modification .....	11
8.2.2.	Suspension.....	11
8.2.3.	Interruption.....	11
9.	Pièces contractuelles.....	11
10.	Confidentialité et mesures de sécurité.....	12
11.	Durée et délais d'exécution .....	12
11.1.	Durée du contrat .....	12
11.2.	Délais de livraison ou d'exécution.....	12
11.3.	Prestations complémentaires à bons de commande.....	12
12.	Conditions générales d'exécution.....	12
12.1.	Conditions générales d'exécution.....	12
12.2.	Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché.....	12
12.3.	Certificat ISO 27001.....	13
12.4.	Certificat QUALIOPi .....	13
13.	Prix.....	14
9.1	Contenu des prix.....	14

9.2 – Forme des prix .....	14
9.4 – Révision des prix .....	14
9.5 – Modalités des variations de prix .....	14
9.6 – Clause butoir et clause de sauvegarde .....	15
14. Garanties Financières .....	15
15. Avance .....	15
16. Modalités de règlement des comptes .....	15
16.1. Acomptes et paiements partiels définitifs .....	15
16.2. Présentation des demandes de paiement .....	16
16.3. Délai global de paiement .....	17
16.4. Paiement des cotraitants .....	17
16.5. Paiement des sous-traitants.....	17
16.6. Remises .....	18
17. Conditions d'exécution des prestations.....	18
17.1. Vérification –Remise des livrables-Admission .....	18
17.2. 4.2: Mise en ordre de marche .....	18
17.3. Vérification d'aptitude.....	18
17.4. Vérification d'aptitude partielle .....	18
17.5. Ajournement.....	19
17.6. Vérification de service régulier .....	19
17.6.1. Admission – Réception .....	19
17.6.2. Ajournement.....	20
17.6.3. Admission avec réfaction – rejet.....	20
17.7. Dispositions complémentaires .....	20
18. Constatation de l'exécution des prestations.....	20
19. Propriété intellectuelle .....	20
20. Dépôt des codes sources du logiciel .....	20
21. Garantie contre les tiers.....	22
22. Garantie des prestations.....	22
22.1. Délai de garantie .....	22
22.2. Garantie de conformité des progiciels et logiciels.....	23
22.3. Garantie de conformité aux lois et règlements.....	23
22.4. Garantie anti-virus .....	23
22.5. Garantie d'évolution .....	23
22.6. Garantie des vices cachés .....	23
22.7. Garantie de réversibilité .....	23
22.8. Garantie de recevoir des tiers .....	24
23. Pénalités .....	24
23.1. Pénalités de retard dans les étapes de déploiement.....	24
23.2. Pénalités pour indisponibilité du logiciel.....	25
23.3. Pénalités pour retard dans la fourniture de devis.....	25

23.4.	Pénalités de retard dans l'exécution de prestations à bons de commande.....	25
23.5.	Absence ou retard aux réunions .....	25
23.6.	Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité.....	25
23.7.	Cumul des pénalités.....	25
24.	Assurances.....	26
25.	Résiliation du contrat .....	26
25.1.	Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	26
25.2.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	26
26.	Règlement des litiges et langues .....	26
27.	Dérogations.....	27

## 1. OBJET

La présente consultation a pour objet la contractualisation à une **solution logicielle permettant le pilotage, le suivi, le contrôle, l'évaluation et la traçabilité des opérations de Bionettoyage et du système qualité**. La prestation comprend pour chaque lot et chaque établissement bénéficiaire : la fourniture, l'installation, la formation, l'assistance technique au démarrage et la maintenance de la solution logicielle.

## 2. BESOINS

### **S'agissant de la SOLUTION LOGICIELLE, le titulaire doit permettre, pour chaque lot, soit :**

- L'acquisition de la solution logicielle, incluant les droits d'utilisation, la maintenance, le support technique, et les mises à jour.
- L'abonnement à une solution logicielle en mode SaaS (*Software as a Service*), incluant les droits d'utilisation, la maintenance, le support technique, et les mises à jour.

En toute hypothèse, le titulaire s'engage à maintenir les composants logiciels pendant la durée du marché et à respecter une feuille de route de migration vers des systèmes maintenus. La solution devra répondre aux besoins fonctionnels définis dans le cahier des charges techniques particulières. Les fonctionnalités, les performances et les exigences de sécurité devront être clairement spécifiés et accessibles à tout moment.

### **S'agissant du MATERIEL, le titulaire doit permettre, pour chaque lot, soit :**

- La fourniture et la mise à disposition du matériel au titulaire, par l'établissement. Hypothèse dans laquelle l'établissement dispose de son propre parc informatique et marché d'acquisition/location ;
- L'acquisition, par l'établissement directement auprès du titulaire ;
- La location par l'établissement directement auprès du titulaire ;

En toute hypothèse, le matériel étant indispensable à la bonne exécution de la prestation, le titulaire devra pouvoir en assurer la maintenance / réparation / remplacement. Il devra être force de proposition pour permettre à l'établissement de bénéficier d'équipements (tablettes) en bon état de marche en se substituant au prestataire tiers le cas échéant.

Le présent accord-cadre comprend notamment :

### **La fourniture, la mise en œuvre et l'intégration de la solution informatisée de gestion du processus de bionettoyage et du système qualité :**

- La fourniture et l'installation des composants logiciels et physiques (tablettes sécurisées contre le vol et la casse sur chariot de bionettoyage) ;
- La mise en œuvre des interfaces et liens contextuels avec le système d'information ;
- Le paramétrage de la solution et l'assistance au paramétrage. Sur ce point, le fournisseur devra donner une indication de la charge de travail qui devra être assurée par l'établissement ;
- La validation des fonctionnalités et des performances ;
- La fourniture de documentations techniques et fonctionnelles.

### **Des prestations d'accompagnement :**

- La conduite de projet ;
- Le déploiement de la solution ;

- La formation et le transfert de compétences des référents et utilisateurs métier ;
- La formation et le transfert de compétences des référents fonctionnels et techniques de la DSI ;
- L'assistance au démarrage et le suivi post démarrage ;
- L'accompagnement au changement.

### **La maintenance corrective et évolutive de l'outil et de ses composants physiques.**

De manière exceptionnelle, il est prévu, en cas de besoin, des commandes sur le catalogue du fournisseur, de produits de même nature, non référencés à l'état des besoins. Il est précisé que ces produits seront conformes à l'objet du marché et qu'ils ne pourront dans tous les cas représenter plus de 15% du montant estimé en valeur du marché.

D'autre part, des fournitures ou services similaires ne figurant pas dans le bordereau de prix ou dans le catalogue pourront être intégrées au marché sous réserve que ces ajouts ne présentent pas un caractère substantiel. La modification du marché est formalisée par l'établissement d'un devis par le Titulaire dûment accepté par l'Acheteur.

## **3. STRUCTURE**

### **3.1. Type de pouvoir adjudicateur**

La présente consultation est coordonnée par le GCS Achats Nouvelle Aquitaine qui coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP. La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Les établissements bénéficiaires de l'accord-cadre sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès du titulaire. Ils sont seuls responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

### **3.2. Membres de la Centrale d'Achat**

La centrale d'achat GCS NA est membre du groupement de commandes. A ce titre, les adhérents de la centrale d'achat listés en annexe 2 du présent CCAP, s'ils ne sont pas déjà identifiés comme membre du groupement de commandes dans l'annexe 1 du présent CCAP, sont bénéficiaires potentiels du marché, sous réserve qu'ils en expriment la volonté et qu'une convention de mise à disposition soit signée entre la centrale d'achat et ses adhérents. Les modalités de formalisation de la convention de mise à disposition sont prévues au CCAP.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le volume maximum devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou concourant à l'activité du GCS NA, conformément à la convention constitutive du GCS NA ;

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par le GCS NA avec le titulaire de l'accord-cadre, et selon les reporting de commandes, portés à la connaissance du GCS par le titulaire de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre ne pourront pas être modifiés par le titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre aux établissements listés en annexe 1.

## 4. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

### 4.1. Décomposition en lots

Le présent accord-cadre est découpé en 2 lots :

- LOT n°1 : Solution logicielle à destination des établissements sociaux et médico-sociaux
- LOT n°2 : Solution logicielle à destination des établissements sanitaires

### 4.2. Marchés complémentaires et/ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, pour les marchés de services ou travaux, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés de réalisation de prestations similaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

Cette hypothèse pourra notamment être mise en œuvre dans le cas où, un ou plusieurs établissement(s) ayant procédé à l'acquisition de la solution logicielle, souhaiterai(en)t en poursuivre le maintien en conditions opérationnelles et la mise à jour au travers d'un contrat de maintenance idoine. Ce marché permettra d'utiliser également les prestations prévues en « unités d'œuvres supplémentaires ».

### 4.3. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## 5. TYPE ET FORME DE CONTRAT

Ce marché public est un accord-cadre à bons de commande au sens du 1° de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, elle est soumise aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code susmentionné. Cet accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum fixé à **2 000 000 € HT** en application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique. Ce montant s'applique pour la durée totale du marché, reconductions éventuelles comprises. L'accord-cadre est mono-attributaire par lot.

En outre, il est possible de conclure des marchés subséquents permettant d'ajuster la définition du besoin au cas d'espèce. Ces marchés subséquents seront passés conformément aux dispositions des articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Les marchés subséquents permettront ainsi de répondre de manière précise et adaptée aux besoins spécifiques qui pourraient survenir pendant la durée de validité de l'accord-cadre, tout en respectant les principes de transparence et de mise en concurrence. Les marchés subséquents pourront être conclus pour une durée allant au-delà de la date de fin de l'Accord-Cadre, dans les limites admises par les principes généraux de la commande publique.

L'accord-cadre est mono attributaire par lot.

## 6. FORME DES NOTIFICATIONS

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG/TIC avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, de l'acte d'engagement et de ses annexes.

### 6.1. Notifications destinées au Titulaire



La notification de l'Accord-Cadre et de ses avenants est effectuée par voie électronique. Les autres actes d'exécution et décisions peuvent également être notifiés électroniquement. L'adresse du candidat faisant foi est celle renseignée par celui-ci sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre.

Lorsque notification du marché ou de tout acte pris pour son exécution est effectuée au moyen du profil d'acheteur ou d'une communication électronique utilisant un procédé d'horodatage, la notification est acquise le jour où le candidat accuse réception de cette communication. Dans le cas où le candidat n'accuse pas réception de cette communication dans un délai de quinze (15) jours à compter de son envoi, la notification est réputée acquise le jour de cet envoi.

## **6.2. Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur**

Les notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur, prévues en application des clauses du présent C.C.A.P., telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

## **6.3. Ordres de services**

L'acheteur peut prescrire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives. Les ordres de service sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les modifications pouvant être notifiées par simple OS sont notamment relatives à l'ajout ou la suppression d'un établissement bénéficiaire.

La conclusion d'avenants pourra être requise lorsque des modifications ont trait aux items suivants :

- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial ;
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du titulaire, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc sous réserve de maintien des conditions du contrat ;
- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution) ;
- Prolongation de l'accord cadre dans des circonstances dûment justifiées ;
- Application de nouvelles normes ou de la réglementation ayant pour conséquence l'impossibilité pour le titulaire d'exécuter ses obligations aux conditions prévues par le marché.

En toute hypothèse, l'initiative de la demande de modification (ou de réexamen) appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 21 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position de l'acheteur est retenue par défaut.

Pour cela, le soumissionnaire (pendant le dépôt de l'offre) doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique dans l'acte d'engagement cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur coordonnateur dans les plus brefs délais.

## 7. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents sont attribués conformément aux dispositions du présent accord-cadre, lequel est mono-attributaire par lot.

### 7.1. Consultation du Titulaire :

Dans l'hypothèse où le besoin de l'établissement bénéficiaire ne pourrait être satisfait par l'émission d'un simple bon de commande, lequel résulte par définition de l'application d'une quantité sur une ligne du bordereau de prix, il alors sera possible de préciser la nature du besoin à satisfaire au sein d'un cahier des charges simplifié, et de consulter le titulaire en conséquence.

Pour chaque marché subséquent, une consultation est lancée auprès du titulaire de l'accord-cadre. Cette consultation précise les besoins spécifiques, les délais d'exécution, et les modalités de réponse.

Le titulaire est invité à soumettre une offre dans un délai déterminé, en respectant les exigences et les spécifications techniques définies dans la consultation.

### 7.2. Décision d'attribution :

Compte-tenu de la technique d'achats employée pour la conclusion de l'accord-cadre, il ne sera pas possible de procéder à la négociation de l'offre.

À l'issue de l'analyse de l'offre, l'établissement bénéficiaire notifie sa décision d'acceptation ou de rejet au titulaire.

### 7.3. Signature du marché subséquent :

Le marché subséquent est formalisé par la signature du cahier des charges simplifié valant acte d'engagement par le titulaire retenu et l'établissement bénéficiaire agissant en qualité d'acheteur. Cet acte d'engagement reprend les termes de l'offre retenue et les conditions spécifiques du marché subséquent.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du marché subséquent et aux documents contractuels de l'accord-cadre.

### 7.4. Suivi de l'exécution :

L'établissement bénéficiaire agissant en qualité d'acheteur assure le suivi de l'exécution des marchés subséquents, en veillant au respect des délais, de la qualité des prestations et des conditions contractuelles.

Des réunions de suivi pourront être organisées régulièrement entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire pour évaluer l'avancement des prestations et résoudre les éventuelles difficultés rencontrées.

## 8. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

### 8.1. Formalisme

Les bons de commande seront émis par chaque établissement désigné comme bénéficiaire de l'accord-cadre. La rémunération du prestataire ne pourra intervenir qu'à l'appui de ces bons de commandes.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le nom de l'établissement bénéficiaire de la prestation ;

- Le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser

## **8.2. Modification, suspension et interruption des bons de commande**

L'établissement bénéficiaire, a la faculté de modifier, suspendre ou interrompre un ou des bons de commande moyennant un préavis de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit, s'il l'estime opportun pour le bon déroulement du marché : préconiser à l'établissement bénéficiaire de modifier, suspendre ou interrompre un bon de commande, ce dernier demeurant libre de procéder ou non, en tout ou partie, à la modification, suspension ou interruption préconisée par le Titulaire en informant l'établissement bénéficiaire de sa volonté.

### **8.2.1. Modification**

Après émission d'un bon de commande, l'établissement bénéficiaire pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant et émettra alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions modifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande réduit le champ d'intervention du Titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'établissement, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le Titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à la l'ordre de modification. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui.

Dans les autres cas, la modification du bon de commande ne donnera droit à aucune indemnisation du titulaire.

### **8.2.2. Suspension**

Après émission d'un bon de commande, l'établissement bénéficiaire pourra suspendre l'exécution pour une durée qu'il indiquera au Titulaire. Cette suspension n'ouvre aucun droit à indemnisation au profit du titulaire.

A l'expiration de cette durée, l'établissement bénéficiaire pourra soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande, soit émettre un bon de commande rectificatif dans les conditions mentionnées ci-dessus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions décrites ci-dessous.

### **8.2.3. Interruption**

Après émission d'un bon de commande, l'établissement bénéficiaire pourra en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'établissement, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du commencement d'exécution des prestations jusqu'à l'ordre d'interruption. Le Titulaire justifie dès lors des frais engagés par lui.

Dans les autres cas, l'interruption du bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation.

## **9. PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux des marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du candidat

## 10. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent accord-cadre comporte des obligations de confidentialité, de protection des données personnelles et de mesures de sécurité, telles que prévues à l'article 5 du CCAG-TIC.

## 11. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

### 11.1. Durée du contrat

Le marché public est conclu pour une durée de 12 mois calendaire à compter de sa notification.

Il est renouvelable par tacite reconduction pour une période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) renouvellements, sauf décision expresse de non-reconduction du Pouvoir Adjudicateur.

Le cas échéant, au terme de chaque période du marché, le GCS prend une décision écrite de non-reconduction, qu'il notifie au Titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

Le Titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Il ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la décision de non-reconduction.

La durée totale du marché n'excèdera pas quatre (4) ans.

### 11.2. Délais de livraison ou d'exécution

Les prestations objet du présent accord-cadre débutent à compter de l'émission des bons de commandes.

### 11.3. Prestations complémentaires à bons de commande

Le délai accordé au Titulaire pour remettre un devis, sur demande écrite de l'établissement bénéficiaire, est de cinq (5) jours ouvrés. Le Titulaire peut, dans ce même délai, solliciter par écrit un délai plus long selon la complexité ou l'étendue de l'opération envisagée.

Les prestations complémentaires faisant l'objet de bons de commande devront être exécutées dans le délai conjointement arrêté par les parties et mentionné dans le devis ou le bon de commande, à compter de la date de notification du bon de commande.

Lorsque le Titulaire ne peut honorer une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai le service approvisionnement.

Le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG/TIC, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait du Pouvoir Adjudicateur ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

## 12. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

### 12.1. Conditions générales d'exécution

Les prestations doivent être conformes aux commandes qui sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, en fonction des besoins de l'établissement.

### 12.2. Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché

Le Titulaire s'engage, au titre du marché qui lui est confié, à garantir la qualité des prestations qu'il délivre et leur conformité aux stipulations du présent marché.

Il garantit, de manière générale, la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art. Il s'engage à proposer durant toute l'exécution du projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire. Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le Pouvoir Adjudicateur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le contrôle qualité est établi contradictoirement par le Titulaire et par le Pouvoir Adjudicateur.

### **12.3. Certificat ISO 27001**

Le titulaire s'engage à maintenir la certification ISO 27001 relative à la sécurité des systèmes d'information pendant toute la durée du marché. Cette certification doit être délivrée par un organisme accrédité et reconnu.

Le titulaire doit fournir à l'acheteur une copie de son certificat ISO 27001 sur simple demande. En cas de renouvellement ou de mise à jour de cette certification, le titulaire doit transmettre à l'acheteur la nouvelle version du certificat dans un délai de quinze (15) jours suivant sa réception.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement l'acheteur de toute suspension, retrait ou non-renouvellement de sa certification ISO 27001. En cas de perte de la certification, le titulaire doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour la rétablir dans les meilleurs délais. L'acheteur se réserve le droit de prendre toutes les mesures appropriées, y compris la résiliation du marché, en cas de non-respect de cette obligation.

Le titulaire doit également veiller à ce que tous les sous-traitants impliqués dans l'exécution du marché respectent les exigences de la norme ISO 27001. À cet effet, le titulaire doit s'assurer que ses sous-traitants disposent de la certification ISO 27001 ou mettent en œuvre des mesures de sécurité équivalentes. Le titulaire est responsable de la conformité de ses sous-traitants aux exigences de sécurité définies dans le présent marché.

Enfin, le titulaire doit permettre à l'acheteur ou à tout organisme mandaté par lui de vérifier, à tout moment, la conformité de ses pratiques et de celles de ses sous-traitants aux exigences de la norme ISO 27001. Ces vérifications peuvent inclure des audits, des inspections et des examens de documents. Le titulaire doit coopérer pleinement avec l'acheteur et fournir tous les documents et informations nécessaires pour faciliter ces vérifications.

### **12.4. Certificat QUALIOP**

Le titulaire du marché doit impérativement être certifié QUALIOP, conformément aux exigences de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 et du décret n° 2019-565 du 6 juin 2019 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle. Cette certification atteste de la qualité des processus mis en œuvre par les prestataires de formation et est obligatoire pour bénéficier de fonds publics ou mutualisés.

Le titulaire s'engage à maintenir cette certification pendant toute la durée d'exécution du marché. En cas de suspension ou de retrait de la certification QUALIOP, le titulaire doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à cette information. Le pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans préjudice des autres sanctions prévues au contrat.

Le titulaire doit fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, une copie de son certificat QUALIOP en cours de validité ainsi que tout document attestant du maintien de cette certification. En outre, le titulaire doit permettre au pouvoir adjudicateur de vérifier la validité de cette certification à tout moment, notamment en accédant aux informations disponibles sur le site officiel de la certification QUALIOP.

Enfin, le titulaire doit veiller à ce que tous les sous-traitants impliqués dans l'exécution des prestations soient également certifiés QUALIOP, le cas échéant. Le non-respect de cette obligation par un sous-traitant sera considéré comme un manquement grave aux obligations contractuelles du titulaire.

## 13. PRIX

### **9.1 – Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires. Les frais de gestion ne sont pas acceptés

Le taux de TVA est le taux réglementaire en vigueur.

### **9.2 – Forme des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires selon la nature des prestations prévues dans le BPU.

En cas de baisse de prix des articles du marché, le titulaire s'engage à répercuter cette baisse sur les prix consentis, dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix.

**Les prix sont fermes** pour la fourniture, la mise en œuvre et l'intégration de la solution informatisée de gestion du processus de bionettoyage et les prestations d'accompagnement.

**Les prix sont fermes la première année et révisables, à date anniversaire du marché**, pour la maintenance corrective et évolutive de l'outil

### **9.4 – Révision des prix**

A l'issue de la première période de 12 mois, les prix seront automatiquement reconduits pour la seconde période de 12 mois, sauf demande d'ajustement formulée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant le terme de la période considérée.

Pour cette révision, le titulaire devra adresser au GCS son nouveau tarif sans que celle-ci n'excède 1.5 % d'augmentation, accompagné d'une note et de tout document permettant de justifier l'évolution du prix. Les prix ainsi révisés deviendront alors fermes pour la période suivante d'exécution du marché.

### **9.5 – Modalités des variations de prix**

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont révisables annuellement, à la date anniversaire de la période d'exécution en cours, sur demande de l'une ou l'autre des Parties, en application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,20 + 0,80 (S / S_o))$$

Avec :

<b>P</b>	Prix révisé pour l'année N
<b>P<sub>o</sub></b>	Prix du marché en cours
<b>S</b>	Indice SYNTEC publié au moment de la demande de révision pour l'année N
<b>S<sub>o</sub></b>	Indice SYNTEC du mois anniversaire de notification du marché de l'année N-1

*\*L'indice de référence pour le marché est :*

Accès : <http://services.lemoniteur.fr/indices-index> ou <http://www.syntec.fr>

La demande de révision est adressée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, par tout moyen permettant de conférer date certaine à sa transmission, au plus tard un (1) mois avant le terme de la période considérée. A défaut d'intervenir dans ce délai ou dans cette forme, la demande de révision peut être refusée.

En l'absence de notification de rejet, les prix révisés sont applicables pour la période suivante. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, la substitution d'indice est effectuée par voie d'avenant.

#### **9.6 – Clause butoir et clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 1,5 % l'an.

Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra quatre (4) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

### **14. GARANTIES FINANCIERES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### **15. AVANCE**

L'avance sera accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à 5% du montant T.T.C. du bon de commande.

Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à :  $(\text{montant bon de commande T.T.C.} \times 12 \text{ mois} / \text{durée du marché en mois}) \times 5 \%$

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du marché, de l'affermissement de la tranche ou du bon de commande.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

Il ne sera pas accordé d'avance supplémentaire à celle décrite ci-dessus.

### **16. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

#### **16.1. Acomptes et paiements partiels définitifs**

En application de l'article 11.2 du CCAG/TIC, des acomptes seront réglés au Titulaire à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, selon les quotités suivantes :

Cas	Type de prestations	Périodicité du paiement (Après notification du bon de commande et réception de la facture afférente)	
		MOM	30%
1	Acquisition de droits d'usages de la solution logicielle	VA	40%
		VSR	30%
	Maintenance en conditions opérationnelles de la solution logicielle	Trimestriellement à terme échu	
2	Abonnement annuel à solution logicielle SaaS	<b>50% du montant annuel</b> , au démarrage de la prestation : terme à échoir <b>50% du montant annuel</b> , à l'issue de la période annuelle d'abonnement : terme à échu	
3	Acquisitions d'unité d'œuvres / prestations complémentaires faisant l'objet de bons de commande	Après exécution complète du bon de commande (service fait)	

## 16.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-TIC et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors tva et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors tva et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de tva légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total ttc des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la tva des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le Pouvoir Adjudicateur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET du Pouvoir Adjudicateur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépose des factures sous Chorus Pro, sont renseignés à l'acte d'engagement.

### **16.3. Délai global de paiement**

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directrice du GCS Achats Nouvelle Aquitaine.

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours pour les groupements de coopération sanitaires, à compter de la date de réception de la facture par les services du Pouvoir Adjudicateur ou, si l'admission des prestations intervient à une date postérieure à la réception de la facture, à compter de la date d'admission des prestations.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

En particulier, aucune facture ne sera réglée si elle contient des tarifs ajustés ou révisés d'office par le Titulaire, sans avoir fait l'objet d'une demande préalable acceptée par le Pouvoir Adjudicateur selon la procédure décrite à l'article consacré aux variations de prix.

Le comptable assignataire est monsieur l'Agent Comptable du GCS Achats Nouvelle Aquitaine. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

L'attention du Titulaire est appelée sur les retards de mandatements générés par son fait et, notamment, par sa carence à produire les pièces nécessaires à la mise à jour administrative de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du Titulaire. Tous les motifs de retards imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le paiement du marché s'effectue grâce aux crédits inscrits à l'État Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) du GCS.

### **16.4. Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

### **16.5. Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

#### **16.6. Remises**

Des remises peuvent être proposées par le Titulaire, elles sont alors renseignées dans le bordereau de prix. Ces remises peuvent être récupérées par avoirs sur factures ou, à défaut, par émission d'un titre de recettes. Il pourra être demandé au Titulaire de produire un état récapitulatif des commandes pouvant donner lieu au déclenchement d'une remise pour la période considérée.

### **17. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

L'exécution du marché s'opère dès réception de la notification du bon de commande.

#### **17.1. Vérification –Remise des livrables-Admission**

Le responsable de la DSI ou son représentant procède aux opérations de vérification.

Les opérations de vérification qualitatives décomposées en MOM, VA et VSR s'appliquent à la partie du logiciel du présent marché.

#### **17.2. 4.2: Mise en ordre de marche**

L'installation et la Mise en Ordre de Marche (MOM) interviennent dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG TIC. Le délai à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la MOM est de 3 mois par dérogation à l'article 29 du CCAG TIC. Ce délai pourra être revu dans le cadre de la mise au point du marché.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues au CCAG TIC.

#### **17.3. Vérification d'aptitude**

Conformément, à l'article 32.3 du CCAG TIC, la vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP du présent marché ou dans le silence de celui-ci, dans la documentation du titulaire.

La vérification d'aptitude fera l'objet d'une VA partielle et d'une VA définitive.

#### **17.4. Vérification d'aptitude partielle**

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG TIC, le délai imparti à l'établissement pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 3 mois après la mise en ordre de marche (MOM).

A l'issue de la période de vérification d'aptitude, le pouvoir adjudicateur aura le choix entre :

- Adresser au titulaire un procès-verbal de vérification d'aptitude positif si la délivrance est conforme au marché. Le cas échéant, la vérification d'aptitude pourra être prononcée avec réserves.
- Ajourner la vérification d'aptitude dans les conditions prévues à l'article 34.2 du CCAG TIC

Le DSI ou son représentant précisera alors par écrit la liste des points non conformes et sur lesquels il est demandé des corrections. Le titulaire devra procéder aux corrections durant une période supplémentaire de 2 mois par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC.

Au cas où le titulaire n'aurait pas rempli ses obligations contractuelles, une troisième et dernière période de 2 mois est ouverte, par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC.

A l'issue de cette période, et en cas d'insatisfaction le DSI ou son représentant se réserve la possibilité de :

- Rejeter les prestations et de procéder à la résiliation du présent marché sans indemnités de résiliation et sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.
- Rejeter la livraison si les prestations sont trop éloignées des exigences techniques du marché.

### **17.5. Ajournement**

Les critères de notification de la Vérification d'Aptitude sont rappelés ci-dessous :

- ✓ Notifié sans réserve : aucune anomalie. Le système est exploitable.
- ✓ Notifié avec réserve : aucune anomalie bloquante (Niveau 1) ou majeure (Niveau 2) sans solution de contournement acceptable empêchant le démarrage. Des réserves sont émises sur des anomalies de niveau 2 (avec solution de contournement acceptable) et 3 (dans le périmètre d'engagement initial). Le système est exploitable en attendant la correction des anomalies.
- ✓ Ajourné : Au moins une anomalie bloquante ou majeure sans solution de contournement acceptable. Le système est non exploitable.

Une anomalie de niveau 3 ou de niveau 2 (avec solution de contournement acceptable) entraîne la signature du procès-verbal Vérification d'Aptitude avec réserves. Le constat de la résolution des anomalies se traduit alors par l'émission d'un compte rendu. Le processus de Vérification de Service Régulier peut être engagé.

Une anomalie bloquante ou majeure sans solution de contournement acceptable entraîne l'ajournement de la VA et la mise en production est retardée. Lorsque l'anomalie est constatée entre les phases de VA et de VSR, une situation de vigilance est positionnée.

La résolution ou correction de l'anomalie doit être effectuées par le Fournisseur puis validée par le DSI ou son représentant avant de mettre un terme à l'ajournement.

La qualification de la gravité des anomalies sera évaluée de la façon suivante

- ✓ Niveau 3 : c'est une anomalie mineure : elle correspond à une anomalie non critique ou une anomalie intermittente n'ayant pas pour conséquence de rendre inopérante une fonction du progiciel. Cela peut également correspondre à un engagement dans le périmètre initial non tenu.
- ✓ Niveau 2 : c'est une anomalie majeure : une fonction essentielle du progiciel est inopérante mais le reste du progiciel est utilisable. Il existe une ou des solutions de contournement, le champ d'opération des utilisateurs se trouve restreint sans que cela soit critique.
- ✓ Niveau 1 : il s'agit d'une anomalie bloquante : elle correspond à un système de production ne fonctionnant pas ou à une information majeure absente. Il n'existe pas de solution de contournement, ce niveau de gravité demande une résolution immédiate.

### **17.6. Vérification de service régulier**

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux prescriptions de l'article 32.4 du CCAG/TIC. La vérification du service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation et d'utilisation.

Le DSI ou son représentant ne prononcera la vérification de service régulier qu'une fois toutes les réserves formulées au moment de la vérification d'aptitude levées.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG/TIC, la régularité de service sera observée à partir de la notification de vérification d'aptitude définitive et pendant une durée de 4 mois.

#### **17.6.1. Admission – Réception**

Elle est prononcée par le DSI ou son représentant, à l'issue de la période de vérification de service régulier.

Conformément à l'article 34.1 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier sa décision au titulaire, à défaut, la réception des prestations est tacite.

Les décisions de réception sont prises sous réserve des vices cachés.

#### **17.6.2. Ajournement**

Le DSI ou son représentant prononce une décision d'ajournement s'il estime la réalisation d'une mise au point. Cette décision est prise dans les conditions de l'article 34.2 du CCAG-TIC.

La vérification de la régularité de service se déroulera sur une période supplémentaire maximale de 2 mois, par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-TIC.

Au cas où le titulaire n'aurait toujours pas rempli ses obligations contractuelles, une nouvelle période de deux mois est ouverte.

A l'issu de cette période, et en cas d'insatisfaction, le DSI ou son représentant se réserve la possibilité de rejeter les prestations et de procéder à la résiliation du présent marché sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 19.1 du CCAP.

#### **17.6.3. Admission avec réfaction – rejet**

Si le DSI ou son représentant estime que des prestations ne satisfont pas aux conditions du marché, mais qu'elles présentent une possibilité d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections.

Si le DSI ou son représentant estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

Ces décisions seront prises dans le cadre des articles 34.3 et 34.4 du CCAG-TIC.

Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue au marché. Si les prestations sont rejetées, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire, avant la réception, sont restituées sauf si celui-ci reconnaît que les prestations ont pu être utilisées. Le montant à restituer est alors fixé d'un commun accord.

A défaut, il est fait application de l'article 55 du CCAG-TIC.

#### **17.7. Dispositions complémentaires**

Les frais occasionnés par la mise à niveau des matériels ou logiciels en cas de rejet après vérification d'aptitude et vérification de service régulier, ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

Au cas, où les délais contractuels des étapes de vérifications de seraient pas respectés, le DSI ou son représentant peut résilier le marché aux torts du titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévues à l'article 19.1, dès le premier jour de retard.

### **18. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Compte-tenu de la nature des prestations attendues et de la mise à disposition d'une solution en mode SaaS, le titulaire s'engage à permettre le contrôle de conformité de la plateforme. Il fournit un accès sécurisé à la plateforme et transmet toute la documentation nécessaire à son utilisation et son administration.

### **19. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le droit d'usage et de propriété sont conformes aux dispositions de l'article 44 du CCAG-TIC.

### **20. DEPOT DES CODES SOURCES DU LOGICIEL**

Le Titulaire indique dans son offre si les codes sources du logiciel dont il a la propriété des droits d'auteur ont été déposés et enregistrés sous son nom à l'Agence pour la Protection des Programmes (ci-après l'A.P.P.), Tiers séquestre, située : 249, rue de Crimée - 75019 PARIS ou auprès d'un autre Tiers séquestre en France ou en Europe garantissant les droits du Pouvoir Adjudicateur.

Dans le cas contraire, le Titulaire indique dans son offre s'il prend l'engagement de les déposer, dans le mois suivant la notification du présent marché public.

Les frais de dépôt sont à la charge du Titulaire.

Si le Tiers séquestre n'est pas l'A.P.P., le Titulaire fournit, dans les quinze (15) jours suivant la notification du contrat, une copie de la convention du Tiers séquestre stipulant un accès au bénéfice du Pouvoir Adjudicateur, dans les conditions qui suivent.

Le Titulaire prendra toutes les mesures pour que ce dépôt soit maintenu et mis à jour pendant la durée des droits d'utilisation accordés au Pouvoir Adjudicateur. Lors de chaque nouvelle version, le Titulaire s'engage à déposer, à ses frais, les codes sources de celle-ci dans le mois suivant leur commercialisation. A défaut de toute nouvelle version, le Titulaire s'engage à minima à réactualiser à ses frais, une fois par an, les codes sources déposés au titre de toute mise à jour diffusée dans l'intervalle.

Le dépôt des codes sources s'entend du dépôt sur tout type de media informatique des codes sources et objets et de tous les éléments permettant leur compilation et l'obtention d'un programme exécutable, des mises à jour, corrections, extensions, modifications, nouvelles versions des codes sources et objets, des documents de support y compris tous les éléments et documents techniques nécessaires à l'utilisation et au support et l'évolution des codes sources et objet du logiciel.

Les parties conviennent que le Pouvoir Adjudicateur pourra accéder aux codes sources du logiciel, éléments et documents précités dans les conditions visées à l'article 6 du règlement général de l'A.P.P. ou dans des conditions identiques si les codes sources, les éléments et les documents sont conservés auprès d'un autre Tiers séquestre.

Pour ce faire, l'offre du Titulaire précise le numéro IDDN (InterDeposit Digital Number) qui lui a été attribué par l'A.P.P. à l'occasion du dépôt des codes sources du logiciel objet du présent contrat.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra accéder aux codes sources du logiciel et/ou des développements spécifiques dans les conditions qui suivent :

- En cas de liquidation judiciaire, et ce dès le jugement la prononçant, sur simple présentation au Tiers séquestre du jugement ordonnant la mesure ;
- En cas d'arrêt des prestations de maintenance du logiciel non remplacé par une nouvelle version commercialisée par le Titulaire ;
- En cas de liquidation amiable de la société du Titulaire sans reprise de son activité par un tiers.

Le droit d'accès aux codes sources emporte automatiquement au bénéfice du Pouvoir Adjudicateur, une licence non exclusive, non transférable, concédée pour la durée des droits d'auteur, des codes sources du logiciel pour ses besoins internes de poursuite d'utilisation du logiciel.

Cette licence emporte un droit de reproduction, d'utilisation, d'adaptation, de développement, de traduction, de correction, d'évolution, de maintenance du logiciel, sur tout support existant ou prévisible, au bénéfice du Pouvoir Adjudicateur ou de tout tiers mandaté par ses soins, aux fins de maintien en conditions opérationnelles conformément à son objet.

Au sens des présentes, le droit d'accès s'entend des droits de reproduction, d'utilisation, d'adaptation, de développement, de traduction, de correction, d'évolution, de maintenance du logiciel pour les besoins propres du Pouvoir Adjudicateur.

Les termes de cet article survivront à une résiliation du contrat pour événements extérieurs au marché, au sens de l'article 48 du CCAG/TIC, ou pour faute du Titulaire.

## 21. GARANTIE CONTRE LES TIERS

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit d'auteur sur le logiciel à fournir par le Titulaire est intentée à l'encontre du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire paiera les frais et les dépenses et versera les dommages-intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge du Pouvoir Adjudicateur au cours d'une telle action.

Ces engagements sont subordonnés aux conditions suivantes :

- Le Titulaire recevra de l'établissement la notification écrite de cette revendication dans un délai de 15 jours,
- Le Titulaire sera appelé en qualité de garant dans l'action intentée contre le Pouvoir Adjudicateur ; celui-ci souffrira qu'il invoque dans cette action tous les moyens utiles à sa défense,
- Le Titulaire est directement saisi par voie amiable ou par assignation en justice, d'une réclamation fondée sur les motifs du paragraphe ci-dessus ; il est tenu d'aviser le Pouvoir Adjudicateur de cette réclamation.

Dans tous les cas cités précédemment, le Titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que le Pouvoir Adjudicateur ne soit pas troublé dans l'usage du logiciel litigieux fournie par le Titulaire, soit en obtenant du demandeur l'autorisation de continuer cet usage, soit en modifiant ou en remplaçant à ses frais les progiciels litigieux.

Si un jugement devenu définitif fait défense d'utiliser les progiciels litigieux, le Pouvoir Adjudicateur acceptera de mettre fin à la concession de droit d'usage du logiciel litigieuse, le Titulaire remboursant le montant total du droit de concession.

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG/TIC.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis à l'article 11.2 du présent C.C.A.P. ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont mal réalisées.

Les manquements susceptibles d'engendrer l'application de pénalités peuvent être constatés par le Pouvoir Adjudicateur, à tout moment.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

## 22. GARANTIE DES PRESTATIONS

### 22.1. Délai de garantie

Les prestations objets du présent marché font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la date de prononciation de la Vérification de Service Régulier. Au-delà de ce minimum, la durée de la période de garantie sera précisée par le titulaire dans sa réponse.

A ce titre, pendant toute la durée de garantie, le titulaire corrigera gratuitement toute anomalie par rapport aux spécifications de la présente consultation, conformément aux obligations de maintenance décrites dans le CCTP auxquelles le titulaire sera lié.

A cette fin, le DSI ou son représentant établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par le DSI ou son représentant.

Tout temps d'immobilisation pour panne prolongera d'autant la période de garantie.

Le titulaire est tenu à minima pendant toute la période de la garantie aux délais suivants :

- Garantie de rétablissement à compter de la déclaration (appel téléphonique ou message électronique) des établissements bénéficiaires (5j/7) : 5 heures ouvrées maximum, du lundi au vendredi entre 7h00 et 17h00.

Le respect des délais est un impératif. Le manquement à cette obligation déclenche l'application de pénalités de retard et sert de base à leur calcul.

A l'issue de la période de garantie, le premier contrat de maintenance sera souscrit au prorata temporis pour se terminer en fin d'année civile. Ainsi les contrats de maintenance annuels suivant seront en phase avec l'année civile

#### **22.2. Garantie de conformité des progiciels et logiciels**

Le titulaire garantit la conformité des progiciels et des logiciels spécifiques à leurs spécifications publiées à la date de leur livraison ainsi qu'aux spécifications techniques et fonctionnelles prévues par le marché.

#### **22.3. Garantie de conformité aux lois et règlements**

Le titulaire s'engage à garantir aux établissements bénéficiaires que le système livré demeurera conforme, durant toute la durée du marché, aux lois et règlement en vigueur applicables.

Dans le cas où des évolutions du système seraient nécessaires pour assurer cette conformité, ces dernières seront à la charge du titulaire et sans qu'il ne puisse en résulter aucune conséquence pour le DSI ou son représentant.

Une obligation d'immédiateté dans la mise en conformité requise incombe alors au titulaire, qui veillera à préciser au DSI ou son représentant, sous quel délai raisonnable il compte effectuer ladite mise en conformité.

#### **22.4. Garantie anti-virus**

Le titulaire s'engage à ce que sa prestation n'infecte pas le système d'information du pouvoir adjudicateur (virus, spam, codes malveillants, etc...).

#### **22.5. Garantie d'évolution**

Les prestations du titulaire délivrées au titre du présent marché devront être capables d'évoluer de façon à satisfaire les besoins futurs du pouvoir adjudicateur.

#### **22.6. Garantie des vices cachés**

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre tout défaut ou vice caché au sens donné par la loi française à cette garantie, qui affecterait le service qu'il fournit dans sa conception ou sa programmation.

En cas de vice caché, le pouvoir adjudicateur pourra exercer à l'encontre du titulaire les actions reconnues par la loi et les tribunaux à l'acheteur d'une chose affectée d'un vice caché (article 1641 du code civil).

#### **22.7. Garantie de réversibilité**

Dans la mesure où l'exploitation de la solution est prévue pour une durée supérieure au marché, la réversibilité impose au titulaire d'empêcher toute rupture organisationnelle, technologique, fonctionnelle à la fin du marché, qu'elle qu'en soit sa cause, afin d'assurer la continuité de l'utilisation de la solution.

La mise en œuvre de la réversibilité pourrait notamment intervenir :

- En cas de changement de logiciel
- En fin de marché, lors de la désignation d'un nouveau titulaire

- En cas de résiliation du marché

Le titulaire s'engage à assurer une totale réversibilité du processus sur le plan technique et à tout mettre en œuvre sur les plans juridique et humain, afin de permettre au pouvoir adjudicateur de reprendre ou de faire reprendre par un tiers désigné par lui les prestations fournies par le titulaire dans des conditions optimales.

En cas d'expiration ou de résiliation, pour quelque motif que ce soit, du marché, le pouvoir adjudicateur sera en droit d'obtenir du titulaire que ce dernier lui communique toutes les informations qui lui seront nécessaires pour lui permettre de préparer la réversibilité. Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, la copie sur support numérique de la dernière situation des données ou de tout autre élément nécessaire à la réalisation de la réversibilité.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à apporter son assistance au pouvoir adjudicateur ou à tout autre prestataire désigné par celui-ci pour faciliter la reprise de l'activité. Cette assistance comprendra également tout le transfert de savoir-faire nécessaire à l'exploitation de la solution.

Ce droit s'exerce pendant le délai nécessaire à la réalisation de la réversibilité. Dans tous les cas, les opérations de réversibilité devront être achevées au plus tard au jour de l'expiration du marché ou, le cas échéant, le jour de la prise d'effet de la résiliation du marché en cas de résiliation, pour quelque motif que ce soit.

Les prestations fournies par le titulaire au titre de la réversibilité font partie intégrante du périmètre du marché et ne donnent pas lieu à rémunération complémentaire.

Quel que soit le motif qui a donné lieu à la résiliation du marché, les obligations nées pendant la durée du marché ne prennent fin qu'après que le titulaire a respecté ses engagements liés à la réversibilité.

#### **22.8. Garantie de recevoir des tiers**

Le titulaire garantit l'Acheteur contre toute revendication de tiers relatives à la propriété intellectuelle des logiciels fournis au titre du marché.

Si l'établissement est victime d'un trouble dans la jouissance des progiciels, logiciels ou services fournis, le titulaire prend immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- Soit modifier ou remplacer tous les éléments par d'autres éléments conformes aux spécifications du marché ;
- Soit faire en sorte que les établissements bénéficiaires puissent utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement supplémentaire.

## **23. PENALITES**

#### **23.1. Pénalités de retard dans les étapes de déploiement**

En cas de retard dans la livraison des fournitures ou dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt une pénalité égale à :

$$P = V \times R / 100$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;



- R = le nombre de jours de retard.

### **23.2. Pénalités pour indisponibilité du logiciel**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/TIC les pénalités pour indisponibilité sont calculées par application de la formule suivante :

$$(V \times R) / 100$$

Avec :

- V = la valeur annuelle de la rémunération versée au titre de la mise à disposition de la plateforme ;
- R = le nombre de jour d'indisponibilité constaté

### **23.3. Pénalités pour retard dans la fourniture de devis**

En cas de retard dans la fourniture des devis qui lui serait réclamé en application du présent marché, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard.

### **23.4. Pénalités de retard dans l'exécution de prestations à bons de commande**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/TIC, en cas de dépassement du délai prescrit pour l'exécution d'un bon de commande, les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 80$$

Avec :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la prestation commandée ;
- R = nombre d'heures de retard

### **23.5. Absence ou retard aux réunions**

En cas de retard de plus de quinze (15) minutes ou d'absence du Titulaire aux réunions pour lesquelles sa présence est requise, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par absence.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de remettre ces pénalités s'il juge que l'absence ou le retard est dû à des causes indépendantes de la volonté du Titulaire ou n'a pas d'incidence notable sur le déroulement des prestations.

### **23.6. Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité**

En cas de manquement aux obligations de confidentialité, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 1000 € par manquement constaté.

### **23.7. Cumul des pénalités**

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, les pénalités sont dues dès le premier euro.

## 24. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 25. RESILIATION DU CONTRAT

### 25.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 51 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 25.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 26. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 27. DEROGATIONS

	CCAP		CCAG
L'article	7	Dérogé à l'article	4.2.1
L'article	21	Dérogé à l'article	14
L'article	23.2 et 23.4	Dérogé à l'article	14.2
L'article	23.7	Dérogé à l'article	14.1.3